

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2021

Sur convocation en date du 18 juin 2021, le Conseil municipal de la Commune de PÉRONNAS s'est réuni en séance ordinaire le 24 juin 2021 à 20H00, à l'espace associatif « la Rotonde » afin de respecter les barrières sanitaires, sous la présidence de Madame Hélène CÉDILEAU, Maire.

BOZONNET-MEUNIER Kathy	BABUT Aurore	FERRIER Patricia
THEVENET Jean-Marc	BERTHET Dominique	GAY Daniel
BERLAND Martine	CALMUS Zarouhine	MONTIBERT Pierre
MARTIN Hubert	CARLIER Albert	PERNET Martin
SIMONET Jean-Michel	CHIROL Xavier	PIVET Catherine
	DUBOIS Loïc	SUPIE Sylvie
	DUCLOS Laurent	TAVIER Stéphanie
	DUCROZET Isabelle	VOVILIER Christian
	FAYARD Pascal	

Procurations :

Madame Béatrice CHATELAIN donne procuration à Madame Patricia FERRIER

Monsieur Alain FALAISE donne procuration à Monsieur Christian VOVILIER

Monsieur Pascal GOYAT donne procuration à Monsieur Pascal FAYARD

Monsieur Laurent MAIGRE donne procuration à Madame Stéphanie TAVIER

Madame Olivia PANEL donne procuration à Madame Kathy BOZONNET-MEUNIER

Madame Amélie RODET donne procuration à Madame Aurore BABUT

Secrétaire de séance : Monsieur Pascal FAYARD

Affichage le : 30 juin 2021

I - SEANCE PUBLIQUE – 20H00

Madame le Maire ouvre la séance publique et remercie l'assemblée et la presse de leur présence.

1/ Nomination du secrétaire de séance

Monsieur Pascal FAYARD est nommé secrétaire de séance.

2/ Approbation des compte-rendu et procès-verbal du Conseil municipal du 20 mai 2021

Sans observation, le compte-rendu et le procès-verbal sont adoptés à l'unanimité.

II- DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATIONS DE MADAME LE MAIRE

ACHATS

N°	site	LIBELLE	Entreprise	Montant € TTC
020	Crèche	Annonce directeur crèche	GROUPE MONITEUR	2 395,64
021	Atelier soudure	fournitures diverses	OUEST SOUDURE	1 596,30
022	Service technique - place de la Mairie	Poteaux et fourreaux	JPP DIRECT	2 991,42
023	Salle des Fêtes	Fourniture et remplacement de rideaux	STORES ET FERMETURES DE L'AIN	2 970,00
024	Place de la Mairie	Installation 3 bornes prises	SOBECA	23 281,92
025	Service technique	Huiles véhicules	BRESSE LUBRIFIANTS	2 102,16
026	Esplanade église	EP réaménagement esplanade église	SIEA	27 620,86
027	Rue et lotissement Colette	Modernisation EP	SIEA	6 113,99

Pas d'observation.

URBANISME

N°	Propriétaire	Demande	LIBELLE	ADRESSE	Décision
093	Grand Bassin de Bourg en Bresse	PC	Reconstruction à l'identique de 2 garages pour péril structural (station de pompage)	736 chemin de bellevue	Accord tacite le 06/05/2021
094	M. BOLCATO Roger	DP	Division en vue de construire	265 allée des granges neuves	Refus le 10/05/2021
095	Mme BURTIN Martine	DP	Edification d'une clôture	140 chemin de bellevue	Accord le 10/05/2021
096	M. et Mme ASSAOUI Mourad	PC MOD	Modifications de l'aspect extérieur	53 allée Claude Royer	Accord le 17/05/2021
097	M. ACCARY Paul	DP	Création d'un bassin de baignade naturel	302 allée des fauvettes	Accord tacite le 17/05/2021
098	M. CRASSARD Nicolas	DP	Installation d'une pergola	10 rue de l'Aubier	Accord tacite le 17/05/2021
099	M. THAQI Ble-rim	DP	Construction d'un abri de jardin	32 allée des Dombes	Accord tacite le 18/05/2021
100	Mme CHAMPION Nathalie	DP	Installation d'une pergola	53 allée Louise Weiss	Accord le 18/05/2021
101	M. PERRIN Vianney	DP	Construction d'une piscine	1043 chemin des carronnières	Accord le 18/05/2021
102	M. LASSALLE Antonin	DP	Rénovation de toiture	77 allée des Dombes	Accord tacite le 18/05/2021
103	CA3B	PC	Extension et rénovation des locaux des gardiens de l'aire d'accueil des gens du voyage	Chemin de Monternoz	Accord tacite le 18/05/2021
104	M. FERNANDEZ GARCIA Tomas	DP	Abri de jardin	1 allée de la pépinière	Accord tacite le 20/05/2021
105	Mme DESPREZ Charlotte	DP	Installation d'une climatisation en façade	66 allée de la Grange Magnien	Accord le 27/05/2021
106	M. PAYET Ludovic et Mme BOYER Anne	PC	Construction d'une maison individuelle	382 rue de l'Aubier	Accord le 27/05/2021
107	M. RIBAILLIER Philippe	PC	Construction d'un garage	3 allée des ormes	Accord le 01/06/2021
108	M. PANIBAL Nicolas	DP	Réhausse d'un mur de clôture et remplacement du portail	174 allée du cône	Accord le 01/06/2021
109	M. SAINT-GENIS Bernard	DP	Construction d'une piscine	596 chemin des carronnières	Accord le 01/06/2021
110	M. MONTIBERT Pierre	DP	Remplacement des menuiseries	782 rue de la chartreuse	Accord le 01/06/2021
111	M. FROMENT Claude	DP	Installation d'un portail	33 allée des althéas	Accord le 10/06/2021
112	M. BEYEKLIAN Sébastien	PC	Construction d'une maison avec piscine	allée des granges neuves	refus le 11/06/2021

Demande d'explication sur le terme « tacite » et sur le refus – dossier n° 112

III – CULTURE

1/ Médiathèque municipale - Autorisation de suppression de documents du fond

Madame Kathy BOZONNET-MEUNIER présente le rapport suivant :

« Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles qui régissent les modalités de désaffectation et d'aliénation des biens publics.

Considérant que la médiathèque municipale a pour mission de proposer un fond toujours actualisé et renouvelé pour être attractive et répondre aux besoins de la population. Les collections de la médiathèque font l'objet d'un tri régulier appelé « désherbage ». Les documents en mauvais état physique, dont le contenu est obsolète, les ouvrages qui ne correspondent plus aux usages du public ou dont le nombre d'exemplaires est excessif sont retirés du fond.

Conformément aux directives de la bibliothèque départementale de prêt de l'Ain.

Il est proposé à l'assemblée que, selon leur état, ces documents soient :

- Proposés à titre gracieux à des institutions qui pourraient en avoir besoin,
- Vendus à prix modeste au grand public à l'occasion du Broc'à livres,
- Détruits si aucune des deux premières solutions n'est possible.

La responsable de la médiathèque est chargée de sortir les documents de l'inventaire et de les traiter selon les modalités administratives qui conviennent :

- Suppression de la base bibliographique informatisée,
- Suppression de toute marque de propriété de la commune sur chaque document.

A chaque opération de désherbage, l'élimination des ouvrages sera constatée par procès-verbal signé de Madame le Maire mentionnant le nombre de documents éliminés et leur destination et auquel sera annexé un état complet de ces documents (titre, auteur, numéro d'inventaire) – annexe III/1.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de Madame le rapporteur,

Vu son bien-fondé,

AUTORISE l'opération de « désherbage » au sein de la médiathèque municipale selon les modalités ci-dessus décrites. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

IV – BÂTIMENTS

1/ Centre municipal - Isolation thermique par l'extérieur - Validation du devis

Monsieur Jean-Marc THEVENET présente le rapport suivant :

« Dans un souci d'amélioration thermique et dans la continuité des travaux de rénovation et d'isolation déjà entrepris au centre municipal, la Commune de Péronnas a lancé une consultation pour la mise en place d'une isolation thermique par l'extérieur de l'intégralité du bâtiment exceptée la Poste et l'Agora qui en ont déjà fait l'objet.

Ces travaux permettront d'éliminer la plupart des ponts thermiques et procureront une amélioration de la performance thermique globale. L'étanchéité du bâtiment sera également renforcée.

Le coût global des travaux est estimé à 95 000 euros HT.

Conformément à l'article 142 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP), il a été décidé de consulter 5 prestataires :

ARDITO JACQUET – 01240 CERTINES

JENTELLET – 01960 PERONNAS

TREBOZ BARBIER – 01000 SAINT DENIS LES BOURG

DRUGUET – 01340 MONTREVEL EN BRESSE

A. JUILLARD – 01250 JASSERON

La date limite de remise des offres était fixée au lundi 31 mai 2021 à 12H00.

Les entreprises ARDITO JACQUET et JENTELLET ont remis une offre.

Une négociation a été engagée avec l'ensemble des candidats le 3 juin 2021 avec une date limite de remise des offres négociées fixée au jeudi 10 juin 2021 à 12H00.

Après analyse, les 2 offres sont techniquement équivalentes.

L'offre de l'entreprise JENTELLET étant la moins disante, il est proposé au Conseil municipal d'approuver son devis d'un montant de 79 922,90 euros HT soit 95 907,48 euros TTC.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le devis de l'entreprise JENTELLET
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer le devis de l'entreprise JENTELLET d'un montant de 79 922,90 euros HT soit 95 907,48 euros TTC
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents s'y rapportant »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

2/ Centre municipal - Isolation thermique par l'extérieur et remplacement de menuiseries aluminium - Demande de subvention

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La Commune de Péronnas a entrepris des travaux d'amélioration thermique du centre municipal par la mise en place d'une isolation thermique par l'extérieur de l'intégralité du bâtiment exceptée la Poste et l'Agora qui en ont déjà fait l'objet.

Ces travaux permettront d'éliminer la plupart des ponts thermiques et procureront une amélioration de la performance thermique globale. L'étanchéité du bâtiment sera également renforcée.

Dans le cadre de ces travaux de rénovation, il a été décidé, conformément à la délibération n° D_2021_03_019 prise lors de la séance du 15 mars 2021, de procéder au remplacement de l'ensemble des menuiseries existantes afin d'améliorer les performances thermique et phonique du bâtiment.

Madame le Maire précise que ce projet est susceptible de faire l'objet d'une demande de subvention auprès de l'État via la Préfecture de l'Ain, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), ainsi qu'auprès du dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE) PRIMES ENERGIE.

Par conséquent, le plan de financement prévisionnel proposé est le suivant :

Dépenses				Recettes		
Nature	Montant € HT	Montant € TTC	En %	Nature	Montant € HT	En %
Travaux	137 896,90	165 476,28	100	La Préfecture de l'Ain - DETR	68 948,45	50
				Primes Energie – Certificats d'économies d'énergie	7 830	5,68
				Autofinancement	61 118,45	44,32
TOTAL	137 896,90	165 476,28	100	TOTAL	137 896,90	100

Aussi, il est proposé de solliciter l'appui financier de l'État et de PRIMES ENERGIE ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter une aide financière à ce projet et ce, en attestant toutefois, que la Commune n'acceptera de subventionnements complémentaires, que dans la limite légale prévue et supportera, en ce sens, une participation minimale représentant au moins 20 % du montant total des financements apportés par les personnes publiques, conformément à l'Art. L1111-10 du Code général des collectivités territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel de l'opération et précise que, le cas échéant, la différence entre les montants maximums de subventions sollicités et les montants réellement attribués sera prise en charge par la collectivité,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter une subvention auprès de la Préfecture de l'Ain, au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) pour l'année 2021,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter une subvention auprès du dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE) PRIMES ENERGIE,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter toutes subventions complémentaires, dans la limite légale prévue à l'Art. L1111-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents s'y rapportant. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

3/ Construction d'un nouveau restaurant scolaire en face du site des écoles à Péronnas - Attribution du marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables

Monsieur Jean-Marc THEVENET présente le rapport suivant :

« Par délibération D_2020_11_091 prise en date du 9 novembre 2020, le Conseil municipal a autorisé le lancement de la procédure de concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau restaurant scolaire sur la Commune de Péronnas.

Un avis de concours a été envoyé au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne le 23 novembre 2020. Un avis de concours complémentaire a été envoyé à la VOIX DE L'AIN le 25 novembre 2020. La date limite de remise des candidatures était fixée au 21 décembre 2020 à 12h00.

Le jury de concours s'est réuni le 4 février dernier afin d'examiner les candidatures et formuler un avis motivé sur celles-ci. Par décision du Pouvoir Adjudicateur du même jour, les trois candidats admis à concourir ont été désignés : DOSSE ARCHITECTE ASSOCIES, COMPOSITE ARCHITECTES et NAMA ARCHITECTURE.

Le dossier de concours à destination des 3 candidats admis à concourir a été mis en ligne sur le profil acheteur <http://marchespublics.ain.fr> le 10 février 2021 avec comme date limite de remise des prestations fixée au 16 avril 2021 à 12h00.

Le jury de concours s'est réuni le 20 mai dernier afin d'évaluer les prestations des candidats, vérifier la conformité au regard du règlement du concours, classer et émettre un avis motivé au vu de l'ensemble des critères énoncés et rappelés ci-dessous :

- respect du programme du Maître d'ouvrage,
- qualité du projet : l'intégration dans le site, l'expression architecturale et paysagère, la qualité urbaine du projet, la qualité des matériaux et aménagements,
- le fonctionnement du projet : l'organisation fonctionnelle, la gestion des accès, la prise en compte de l'exploitation/maintenance,
- l'économie du projet : compatibilité du projet avec l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux (investissements destinés à réduire les coûts ultérieurs d'exploitation/maintenance),
- la qualité environnementale et la maîtrise des consommations.

Suite au jury, le représentant du Pouvoir adjudicateur a désigné comme lauréat le candidat classé premier par le jury soit le Cabinet COMPOSITE Architectes.

Conformément à l'article R2122-6 du Code de la Commande publique, un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables a été engagé avec le lauréat.

A l'issue des auditions / négociations du 31 mai 2021, le lauréat a déposé une nouvelle proposition.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du nouveau restaurant scolaire sur la Commune de Péronnas au groupement COMPOSITE Architectes pour un montant provisoire d'honoraires fixé à 358 856,00 euros HT (mission de base + mission complémentaire) pour une enveloppe financière prévisionnelle des travaux de 2 480 000,00 euros HT. Ce montant sera validé à l'issue des études d'avant-projet définitif (APD).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **ATTRIBUE** le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau restaurant scolaire sur la Commune de Péronnas au groupement COMPOSITE Architectes pour un montant provisoire d'honoraires fixé à 358 856,00 Euros HT (mission de base + mission complémentaire),
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer le marché, les pièces afférentes et avenants éventuels. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

V – VOIRIE

1/ Travaux d'aménagement du chemin des Vavres - Autorisation d'engager le programme d'enfouissement des réseaux secs

Monsieur Jean-Marc THEVENET présente le rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur rappelle à l'assemblée la délibération n° D_2021_03_020 adoptée lors de la séance du 15 mars 2021 approuvant le programme de travaux de voirie relatif à l'aménagement du chemin des Vavres ainsi que l'attribution des travaux à l'entreprise Eurovia et autorisant Madame le Maire à signer les marchés.

L'assemblée est informée que les travaux traités par la CA3B concernant le renouvellement des conduites d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'alimentation en eau potable arrivent à leurs termes.

Le rapporteur rappelle que les travaux d'enfouissement font partie de l'opération globale du projet et sont rendus nécessaires afin de sécuriser les cheminements piétons, améliorer la qualité esthétique de la rue et générer des économies énergétiques pour la partie éclairage public.

Dans le cadre de cette opération, il est prévu qu'avant les travaux de voirie à venir le SIEA :

- enfouisse les réseaux électriques et télécommunications, génie civil télécom et électrification,
- dépose les supports Enedis existants,
- modernise les mâts et lampes d'éclairage public en installant des LED.

Le coût prévisionnel des travaux d'enfouissement et travaux d'éclairage public s'élève à 193 700 euros TTC.

La part restant à charge de la Commune après la participation du SIEA est de 136 614.37€ TTC, décomposée comme suit :

- enfouissement des réseaux de communication pour un montant de 43 300€ TTC ,
- enfouissement des réseaux électriques pour un montant de 45 337.50€ HT ,
- éclairage public pour un montant de 47 976.87€ HT.

Conformément à l'article L 2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, il convient d'autoriser, dès à présent, Madame le Maire à signer les plans de financement concernés afin de pouvoir engager les travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

Vu le bien fondé de sa demande,

Vu l'Article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'étendue du besoin à satisfaire et le coût prévisionnel du projet exposé ci-avant.

DÉCIDE :

- **d'accepter** les plans de financement détaillés inscrit au budget primitif de 2021.
- **d'autoriser** Madame le Maire à signer l'ensemble des documents s'y afférent. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

2/ Travaux de modernisation de l'éclairage public LED sur différents secteurs de la commune - Validation du plan de financement

Monsieur Jean-Marc THEVENET présente le rapport suivant :

« Monsieur le rapporteur rappelle que la Commune a transféré la compétence éclairage public au SIEA.

L'assemblée est informée qu'il reste sur le territoire communal 44 mâts dont les lampes fonctionnent aux vapeurs de mercure. Ces lampes sont interdites à la pose depuis 2021 pour des raisons sanitaires.

Ce matériel ne pourra plus être réparé à l'avenir.

Il est également relativement énergivore.

Le rapporteur rappelle que la Commune, dans son souhait de moderniser son infrastructure d'éclairage public et afin d'homogénéiser sa charte esthétique, son matériel et surtout réduire ses consommations énergétiques a demandé au SIEA de lancer une étude pour le remplacement des mâts prioritaires.

Dans le cadre de cette opération, il est prévu que le SIEA :

- change les mâts concernés par des lampes aux vapeurs de mercure,
- mette en place des Lampes LED,
- optimise sur ce matériel les mesures d'abaissement de l'éclairage, afin de permettre un éclairage performant à moindre coût de fonctionnement.

Le coût prévisionnel des travaux de modernisation s'élève à 78 600 TTC.

La part restant à charge de la commune après la participation du SIEA est de 56 536,46€ HT.

Conformément à l'article L 2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, il convient d'autoriser, dès à présent, Madame le Maire à signer le plan de financement concerné afin de pouvoir engager les travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

Vu le bien-fondé de sa demande,

Vu l'article L2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales

Vu l'étendue du besoin à satisfaire et le coût prévisionnel du projet inscrit au budget primitif de 2021.

DÉCIDE :

- **d'accepter** le plan de financement détaillé ci-avant,
- **d'autoriser**, Madame le Maire à signer l'ensemble des documents s'y afférant. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

VI – TRAVAUX

1/ Aménagement de l'esplanade de l'Eglise - Mise à jour plan de financement prévisionnel

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le rapporteur rappelle à l'assemblée la délibération n° D_2020_11_095 prise lors de la séance du 9 novembre 2020 approuvant le plan de financement prévisionnel relatif au projet de réalisation de travaux d'aménagement de l'esplanade de l'église. De tels travaux sont rendus nécessaires afin de favoriser l'accès de l'église aux personnes à mobilité réduite, d'améliorer la qualité générale des revêtements et de mettre en valeur l'église et le calvaire par la création d'une atmosphère accueillante.

Ces travaux comprendront notamment :

- la modification de la rampe d'accès,
- la création d'une rampe PMR, béton désactivé,
- la création d'un auvent,
- la mise en valeur de l'esplanade,
- la création de sanitaires intégrés au site,
- la végétalisation du site.

Lors des études, le projet a évolué en délocalisant les sanitaires pour permettre une accessibilité plus aisée des utilisateurs. Cet espace sera également aménagé afin de favoriser l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Un travail de liaison PMR entre les différentes parties du cimetière sera engagé en particulier entre l'esplanade de l'église, le jardin du souvenir et le nouveau cimetière.

Au vu de l'évolution du projet, il convient d'établir un nouveau plan de financement :

Dépenses				Recettes		
Nature	Montant € HT	Montant € TTC	En %	Nature	Montant € HT	En %
Divers, études et imprévus	8 000,00	9 600,00	2	Subvention Région Auvergne-Rhône-Alpes / BONUS RELANCE	78 474,00	20,48
Travaux	375 166,89	450 200,26	98	Département de l'Ain – Soutien à l'investissement territorial 2021	38 542,00	10,06
				Etat – Préfecture de l'Ain – Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	189 517,51	49,46

				Autofinancement	76 633,38	20
TOTAL	383 166,89	459 800,26	100	TOTAL	383 166,89	100

Par notifications datées des 1^{er} février et 13 avril 2021, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de l'Ain ont respectivement attribué une subvention à la Commune de Péronnas d'un montant de 78 474 euros et 38 542 euros. Aussi, il est proposé de solliciter l'appui financier de l'État – Préfecture de l'Ain au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter une aide financière à ce projet et ce, en attestant toutefois, que la Commune n'acceptera de subventionnements complémentaires, que dans la limite légale prévue et supportera, en ce sens, une participation minimale représentant au moins 20 % du montant total des financements apportés par les personnes publiques, conformément à l'art. L1111-10 du Code général des collectivités territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la mise à jour du plan de financement prévisionnel de l'opération et précise que, le cas échéant, la différence entre les montants maximums de subventions sollicités et les montants réellement attribués sera prise en charge par la collectivité,
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter une subvention auprès de l'État – Préfecture de l'Ain au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR),
- **AUTORISE** Madame le Maire à solliciter toutes subventions complémentaires, dans la limite légale prévue à l'art. L1111-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents s'y rapportant. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

VII – JEUNESSE / SCOLAIRE

1/ Coup de pouce - Projet de découverte de la vie aquatique

Madame Martine BERLAND présente le rapport suivant :

« Madame le Rapporteur informe l'assemblée du projet « the green sea » de sept jeunes gens demeurant ou étudiant à Péronnas d'un séjour à Sanary-sur-mer du 4 au 8 juillet 2021 dont le but est de se sensibiliser grâce à des activités comme une découverte de la vie aquatique afin de réaliser un documentaire à diffuser.

Ils désirent aussi donner de leur temps à la nature en ramassant les déchets sur les plages afin de ne pas polluer la mer (projet en annexe VII/1)

Afin de pouvoir financer ce projet, ils ont effectué la rénovation de 4 cabanons de jardin, obtenu une participation de leurs familles et sollicitent maintenant la Commune pour l'octroi d'une subvention exceptionnelle.

Il est proposé au Conseil municipal d'apporter une aide d'un montant de 500 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de Madame le rapporteur,

Vu le bien-fondé de sa demande,

AUTORISE Madame le Maire à accorder une aide de 500 € pour le projet « the green sea ». »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

2/ Plateforme AGRIOLOCAL 01 - Commandes de denrées alimentaires pour le restaurant scolaire

Madame Martine BERLAND présente le rapport suivant :

« Madame le rapporteur rappelle à l'assemblée la délibération n° D_2020_10_083 prise lors de la séance du 12 octobre 2020 autorisant la commande de produits de boucherie-charcuterie, pour le restaurant scolaire, par l'intermédiaire de la plateforme AGRIOLOCAL01 pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2020 et ce dans la limite de 12 000 euros HT.

La plateforme gratuite AGRIOLOCAL01, de mise en relation des acheteurs publics avec des producteurs, apporte un réel soutien à la profession agricole tout en respectant les règles de la commande publique.

Faciliter l'approvisionnement de la restauration collective en denrées de qualité en circuits courts et apporter un soutien aux agriculteurs aindinois ont été les deux objectifs déterminants de la volonté de la Commune de Péronnas d'accroître l'étendue des produits commandés par ce dispositif.

Aussi, pour le restaurant scolaire, il est proposé d'adhérer à la plateforme AGRIOLOCAL01 pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2021, pour les commandes suivantes :

- Produits laitiers et avicoles dans la limite de 7 500 euros HT
- Fruits et légumes dans la limite de 8 000 euros HT
- Boucherie-charcuterie dans la limite de 9 000 euros HT
- Œufs (coquille) dans la limite de 700 euros HT

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code de la Commande publique,

- **AUTORISE** Madame le Maire à commander pour le restaurant scolaire et pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2021, les produits suivants :
 - o produits laitiers et avicoles dans la limite de 7 500 euros HT
 - o fruits et légumes dans la limite de 8 000 euros HT
 - o boucherie-charcuterie dans la limite de 9 000 euros HT
 - o œufs (coquille) dans la limite de 700 euros HT
 - **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents s'y rapportant »
- Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).**

VIII – FINANCES

1/ Événements de l'année 2021 - Frais réceptifs

Madame Kathy BOZONNET-MEUNIER présente le rapport suivant :

« Madame le rapporteur rappelle à l'assemblée l'organisation de plusieurs réceptions de la Commune non inscrites dans le cadre des fêtes et cérémonies locales et nationales ni dans le cadre du jumelage sur l'année 2021.

Elle indique qu'il a été proposé l'organisation des réceptions suivantes :

- Événementiels de communication,
- Inaugurations de projets liés à des travaux,
- Rencontres élus / personnel,
- Soirée « guinguette »,
- Ciné plein air,
- Forum des associations,
- Exposition de peintures.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

AUTORISE la prise en charge de tous les frais afférents à ces réceptions non inscrites dans le cadre des fêtes et cérémonies locales ou nationales ni dans le cadre du jumelage, à l'aide des crédits inscrits au compte 6257. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

2/ Effacement de dettes

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire informe l'assemblée qu'un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire a été ordonné dans le cadre d'une procédure de surendettement.

Il est demandé par la DGFIP d'émettre un mandat ordinaire au compte 6542 pour le montant de la dette effacée d'un montant de 205,34 € correspondant à des factures d'octobre 2019 à juillet 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Oui l'exposé de Madame le Rapporteur,

Vu son bien-fondé,

AUTORISE l'émission d'un mandat ordinaire d'un montant de 205,34 € et l'effacement de la dette afférente.

DIT que cette opération sera effectuée sur le compte 6542 »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

3/ Effacement de dettes

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire informe l'assemblée qu'un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire a été ordonné dans le cadre d'une procédure de surendettement.

Il est demandé par la DGFIP d'émettre un mandat ordinaire au compte 6542 pour le montant de la dette effacée d'un montant de 6,90 € correspondant à une facture de juillet 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Oui l'exposé de Madame le Rapporteur,

Vu son bien-fondé,

AUTORISE l'émission d'un mandat ordinaire d'un montant de 6,90 € et l'effacement de la dette afférente.

DIT que cette opération sera effectuée sur le compte 6542 »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

IX – RESSOURCES HUMAINES

1/ Centre de gestion de l'Ain - Convention d'inspection hygiène et sécurité

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire informe l'assemblée que la Commune est tenue d'effectuer au moins une fois par an une mission d'inspection hygiène et sécurité prévue par le décret n° 85-603 du 10 juin 1985.

Elle indique qu'une convention est possible avec le Centre de gestion de la fonction publique territoriale pour l'exécution de cette mission dont la nature est de :

- contrôler les conditions d'application des règles définies en matière de santé et sécurité au travail dans la FPT qui sont, sous réserve des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, celles définies aux livres I à V de la quatrième partie du Code du travail et par les décrets pris pour leur application, ainsi que par l'article L.717-9 du Code rural et de la pêche maritime (article 3 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié),
 - proposer à l'autorité territoriale toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer la sécurité au travail et la prévention des risques professionnels,
 - en cas d'urgence, proposer les mesures immédiates qu'il juge nécessaires,
 - donner un avis sur les règlements et consignes (ou tout autre document) que l'autorité territoriale envisage d'adopter en matière de santé et sécurité,
 - assister, avec voix consultative, aux réunions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ou à défaut du comité technique (CT),
 - intervenir, conformément à l'article 5-2 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, en cas de désaccord persistant entre l'autorité territoriale et le CHSCT ou à défaut du CT dans la résolution d'un danger grave et imminent.
- Les missions d'inspection effectuées par l'agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI) donneront lieu à l'établissement d'un rapport transmis à l'autorité territoriale.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de Madame le Maire,

Vu le bien-fondé de sa demande,

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention à intervenir avec le Centre de gestion de l'Ain pour une durée de 3 ans, renouvelable tacitement par périodes successives de 1 an.

Il est dit que la Commune est affiliée au Centre de gestion de l'Ain et ne rémunérera pas cette prestation. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

2/ Création de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour application du 21er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962 fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées aux fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu la circulaire du ministère de l'intérieur LBL/B/02/10023C du 11 octobre 2002 relative au régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale,

Considérant que la rémunération des travaux supplémentaires effectués à l'occasion des consultations électorales est assurée soit en indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour ceux des agents pouvant y prétendre, soit par le versement d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections calculée réglementairement sur la base de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires de deuxième catégorie.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

DÉCIDE :

1- **d'instaurer** l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections en faveur des fonctionnaires titulaires et stagiaires qui en raison de leur grade ou de leur indice sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

2- **d'assortir**, au montant mensuel de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires de deuxième catégorie en vigueur à ce jour (1 091,71 € : 12 = 90,97 €), un coefficient multiplicateur de 2 de façon à déterminer un crédit par bénéficiaire et par tour de scrutin ;

3- **d'étendre** le bénéfice de cette prime aux agents non titulaires de droit public de même niveau et exerçant des fonctions de même nature que celles des fonctionnaires ;

4- **d'autoriser** l'autorité territoriale à procéder aux attributions individuelles en fonction du travail effectué à l'occasion des élections du mois de juin 2021. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

X – VIE INSTITUTIONNELLE

1/ Composition des commissions municipales - Modification

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Madame le Maire rappelle à l'assemblée la délibération n° D_2020_06_025 prise par le Conseil municipal lors de sa séance du 8 juin 2020 désignant les commissions municipales et leur composition suite à l'élection du maire et des adjoints le 24 mai 2020.

Elle informe que, suite à l'installation de Monsieur Daniel GAY en lieu et place de Madame Émilie DREVET au poste de conseiller municipal, ainsi qu'à la demande de certains conseillers de se retirer de commissions, il convient de modifier la composition des commissions suivant le tableau joint.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de Madame le Maire,

Vu le bien-fondé de sa demande,

ACCEPTE la modification de la composition des commissions municipales suivant le tableau annexé. »

Le conseil municipal adopte ce rapport à l'unanimité (29 voix pour).

XI – QUESTIONS DIVERSES

1/ Dates

Samedi 26 juin matin : sortie ONF en forêt de Seillon

Dimanche 27 juin : 2^{ème} tour élections départementales et régionales

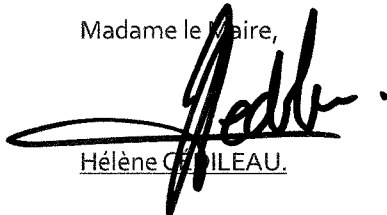
Mercredi 30 juin – 18H30 : inauguration de la plateforme déchets verts – déchetterie Péronnas

Sans autre sujet à aborder, Madame le Maire clôt la séance publique à 21 heures 13.

Prochain Conseil municipal

Mardi 20 juillet 2021 – 20H00

Madame le Maire,



Hélène CHAILLEAU.

Le Secrétaire de séance,



Pascal FAYARD.